ATTENTAT D'ALEXANDRIE

L'Égypte privilégie la piste de la main étrangère

L'Egypte a mis en cause hier des «mains étrangères» dans l'attentat, «probablement» commis par un kamikaze, qui a fait 21 morts et 79 blessés devant une église d'Alexandrie (nord), deux mois après des menaces d'Al-Qaïda contre la communauté copte égyptienne.

Photo : DR

Le président Hosni Moubarak a condamné, dans une allocution télévisée, un «acte criminel odieux qui a visé la nation, coptes et musulmans», et dénoncé, sans plus de précisions, «l'implication de mains étrangères» dans ce massacre.

La tension est restée vive hier autour de cette église, où des heurts ont opposé à plusieurs reprises policiers et manifestants chrétiens en colère.

L'attaque s'est produite peu après minuit, devant l'église des Saints (Al-Qiddissine) de la deuxième ville d'Egypte, alors que les fidèles commençaient à sortir du bâtiment après une messe de Nouvel An.

L'hypothèse d'une voiture piégée initialement mentionnée par les autorités a été écartée en milieu de journée par le ministère de l'Intérieur, qui a déclaré que le massacre avait «probablement» été perpétré par un kamikaze.

La bombe, de fabrication locale, contenait des bouts de métal «pour atteindre le plus grand nombre» de personnes, selon un communiqué du ministère.

Les circonstances de l'explosion, «au vu des méthodes dominant actuellement les activités terroristes au niveau mondial et régional, indiquent clairement que des éléments extérieurs ont planifié et suivi la mise en œuvre» de l'attentat, précise le ministère. Cette formulation évoque les méthodes employées en Irak, sans toutefois le dire explicitement. Les coptes d'Egypte se trouvent régulièrement pris dans des violences à caractère interconfessionnel, qui n'avaient toutefois encore jamais pris la forme d'un attentat-suicide. L'attentat, non revendiqué, survient deux mois après des menaces contre les coptes proférées par une branche irakienne d'Al-Qaïda, qui les accuse de séquestrer des femmes de prêtres coptes orthodoxes qui se seraient converties à l'islam.

Ce groupe irakien avait revendiqué l'attentat du 31 octobre contre une cathédrale de Bagdad où 46 civils (dont deux prêtres), sept membres des forces de sécurité et les cinq assaillants avaient péri.

Devant l'église, le sac à main noir déchiré d'une victime et des vêtements jonchaient toujours le sol, plusieurs heures après l'attentat. A l'intérieur, le sol était couvert de taches de sang. Des manifestants coptes clamaient leur colère en scandant «Où est le gouvernement?», ou encore, «Par notre âme, par notre sang, nous nous sacrifions pour toi, O croix». Al-Azhar, la grande institution de l'islam sunnite basée au Caire, a dénoncé cet attentat qui vise selon elle «l'unité nationale égyptienne» et appelé chrétiens et musulmans au calme.

A Rome, le pape Benoît XVI a dénoncé les «tensions menaçantes du moment», en appelant les dirigeants du monde à défendre les chrétiens contre les abus et l'intolérance religieuse.

Le vice-président du Conseil supérieur islamique chiite, cheikh Abdel Amir Kabalan, a dénoncé à Beyrouth «un acte terroriste et anti-religieux», et le patron de la Ligue arabe, Amr Moussa, un acte visant à «porter atteinte à la sécurité de l'Egypte et à sa stabilité». Les coptes, la plus importante communauté chrétienne du Moyen-Orient, représentent 6 à 10% des 80 millions d'Egyptiens, en grande majorité musulmans sunnites. Peu représentés au Parlement, ils s'estiment tenus à l'écart de nombreux postes de la justice, des universités ou encore de la police.

Et le 6 janvier 2010, six coptes avaient été tués par des hommes armés à la sortie d'une messe en Haute-Egypte, à la veille du Noël copte. Le verdict dans cette affaire est attendu le 16 janvier.

CÔTE D'IVOIRE

2011 sous le signe du blocage politique et des périls

Deux présidents rivaux, une menace d'attaque ouest-africaine, des risques de nouveaux affrontements internes, la Côte d'Ivoire entame l'année 2011 en plein blocage, et une solution pour échapper aux périls semble bien lointaine.

Près de cinq semaines après la présidentielle du 28 novembre qui devait pourtant ouvrir une nouvelle ère à l'issue d'une décennie de tourmente politico-militaire, les Ivoiriens échangeaient des vœux de santé, de prospérité mais aussi de paix pour la nouvelle année. Car les dangers sont à la mesure de l'impasse. Bien installé dans son palais d'Abidjan, Laurent Gbagbo a très clairement dit qu'il n'entendait pas renoncer à la présidence, comme l'exigent l'ONU et de nombreux pays, notamment africains. «Nous n'allons pas céder», a-t-il lancé vendredi dans des vœux retransmis par la télévision d'Etat RTI, en accusant Alassane Ouattara de «tentative de coup d'Etat menée sous la bannière de la communauté internationale».

Il repoussait ainsi un ultimatum de son rival, qui lui avait donné jusqu'à minuit (00h, locale et GMT) vendredi pour céder la place, lui promettant en échange la tranquillité. M. Ouattara ne veut pas non plus jeter l'éponge, fort d'un large soutien international. Dans son propre discours de vœux jeudi, il s'est montré confiant, annonçant pour 2011 «la rupture avec les dix années de souffrance, de pauvreté et de mort» du régime Gbagbo. Mais il reste confiné avec son propre gouvernement au Golf Hôtel d'Abidjan. Dans cet établissement de luxe soumis à un blocus des forces loyales à son adversaire et gardé par des blindés de l'ONU et des ex-rebelles, la vie suivait son cours : quelques militants déambulaient hier matin paisiblement dans le hall après les festivités musicales du réveillon, a constaté l'AFP. Alors que la crise a fait 179 morts ces deux dernières semaines selon l'ONU, qui pointe la responsabilité du pouvoir en place, les chances de succès de la médiation ouest-africaine paraissent minces, même si M. Gbagbo évoque «le temps du dialogue». Après un passage cette semaine à Abidjan, trois émissaires de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) doivent revenir lundi en Côte d'Ivoire. Les présidents Boni Yayi (Bénin), Ernest Koroma (Sierra Leone) et Pedro Pires (Cap-Vert) vont tenter d'obtenir le retrait du sortant.

Mais en cas d'échec, la Cédéao a averti qu'elle pourrait user de la force et a déjà mis «la machine en marche», préparant des plans pour un «dernier recours» au cours d'une réunion de chefs militaires à Abuja. Ils doivent de nouveau plancher sur la question mi-janvier au Mali.

Le Premier ministre de M. Ouattara, le chef de l'ex-rébellion des Forces nouvelles (FN) Guillaume Soro, mise désormais sur une intervention armée extérieure. «Les dictateurs ne négocient pas leur départ, on les fait partir», a-t-il tranché vendredi. «Notre premier devoir envers la patrie, c'est de la défendre contre les attaques extérieures et non de la livrer à ceux qui veulent la soumettre», a répliqué M. Gbagbo. A court terme, les risques de nouveaux affrontements à l'intérieur sont réels. Le leader des «jeunes patriotes» pro-Gbagbo, Charles Blé Goudé, a appelé ses fidèles à «libérer à mains nues» le QG de M. Ouattara, après le 1er janvier. Mais il s'est gardé pour l'heure de donner un rendez-vous précis. S'il met son projet à exécution, l'ONU redoute une reprise de la «guerre civile» de 2002-2003. Cette flambée de violences avait entraîné une partition du pays – sud contrôlé par le camp Gbagbo, nord FN – que la nouvelle crise ivoirienne n'est pas près d'effacer.

TUNISIE

Un manifestant de Sidi Bouzid décède des suites de ses blessures

Un Tunisien, blessé par balles au cours des affrontements violents dans la région de Sidi Bouzid (centre-ouest), est décédé après huit jours d'hospitalisation, a-t-on appris hier. Chawki Hidri, 43 ans, est décédé vendredi matin succombant à des blessures par balles reçues au cours des affrontements violents du 24 décembre à Menzel Bouzayane, une localité à 60 km de Sidi Bouzid, a affirmé à l'AFP son frère Béchir Hidri. «Mon frère a été blessé par balles au niveau de la colonne vertébrale et de l'épaule lors des affrontements qui ont opposé les habitants de Menzel Bouzayane à la police qui a utilisé des armes», a-t-il ajouté. La victime, un ingénieur en informatique, possédait un petit commerce de matériel de construction à Menzel Bouzayane, à 280 km au sud de Tunis, a précisé son frère. Plus de deux mille habitants de Menzel Bouzayane avaient participé à la manifestation contre le chômage, décrite comme «très violente» par le syndicaliste Mohamed Fadhel. Le ministère de l'Intérieur avait affirmé que «des groupes d'individus avaient incendié la locomotive d'un train et mis le feu à trois véhicules de la Garde nationale, avant d'attaquer le poste de la Garde nationale de la ville».

Après avoir essayé de les dissuader, des agents de la Garde nationale avaient été amenés «à recourir aux armes dans le cadre de la légitime défense», selon la même source. Un autre manifestant, Mohamed Amri, un universitaire de 25 ans, avait trouvé la mort pendant la manifestation du 24 décembre, touché par deux balles à la poitrine. La région de Sidi Bouzid est en proie à des troubles sociaux à la suite d'une tentative de suicide le 19 décembre d'un Tunisien de 26 ans, vendeur ambulant de fruits et légumes, qui s'était fait confisquer sa marchandise et humilier par la police municipale.